

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

Délibération n° 2021-005- DC

Date d'affichage : Le 11 février 2021	Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un. .
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 62 Excusé(s) : 13 Dont représenté(s) : 8 Absent(s) : 6 Nombre de votants : 70 -----	Présents : (62) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME. Dont suppléé(s) remplacé(s) :
Secrétaires de séance : <i>Colette GAGNEUX de Doué-en-Anjou et Pierre de BOUTRAY de Saint Macaire du Bois</i>	Excusés : (13) Frédéric MORTIER, Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON Dont excusés avant donné pouvoir : (8) Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON. Absents : (6) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoît LAMY, Sylvain LEFEBVRE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIES DE MAINE-ET-LOIRE (SIEML) - COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE POUR LA COORDINATION DES POLITIQUES ÉNERGÉTIQUES - DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Le syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine et Loire (SIEML) est un syndicat à la carte. Les communes ou EPCI décident individuellement de lui transférer ou non les compétences qu'il est habilité à exercer par ses statuts.

Le SIEML a pour objet la distribution publique d'électricité, la participation à toutes activités touchant à l'électricité et au gaz, à leur utilisation, aux énergies renouvelables et à leur utilisation, ainsi qu'à la maîtrise de l'énergie et de l'éclairage public.

Engagé dans des démarches d'économie d'énergies en adéquation avec la politique nationale, le SIEML a mis en place une commission consultative paritaire (CCP) qui sera exclusivement axée sur la coordination des politiques énergétiques.

La Communauté d'Agglomération de Saumur-Val de Loire étant soucieuse des impacts environnementaux dans l'élaboration des politiques publiques et désireuse de coconstruire un territoire tourné vers la transition énergétique ainsi que la croissance verte, est invitée, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale adhérente au syndicat du SIEML, à désigner un.e délégué.e à la commission consultative paritaire pour la coordination des politiques énergétiques.

Aussi,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) incitant les syndicats qui exercent la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) - et de gaz - à mettre en place une instance appelée Commission Consultative Paritaire (CCP).

Vu l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu l'article L2121-21 du CGCT selon lequel est voté au bulletin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou représentation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé sous Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération n°2020-066-DC du 30 juillet 2020, par laquelle le Conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Vu la délibération n°69/2020 du 13 octobre 2020, modifiant la composition de la CCP, intitulée « CCP pour la coordination des politiques énergétiques », au regard du nombre d'EPCI adhérent au syndicat ;

- 9 délégués issus des EPCI, dont la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole,
- 9 délégués issus du comité syndical Siéml ;
- Le Président de la commission consultative (Le Président du Siéml ou son représentant).

Vu le procès verbal d'élection du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine et Loire (SIÉML), modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est membre du SIÉML;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de désigner un (1) représentant délégué appelé à siéger à la commission consultative paritaire pour la coordination des politiques énergétiques, étant précisé que celle-ci se réunira deux fois par an et qu'un règlement intérieur viendra préciser son fonctionnement ;

Considérant que pour la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur un conseiller municipal de ses communes membres ;

Le Conseil communautaire doit désigner un représentant afin de siéger au sein de la commission consultative paritaire pour la coordination des politiques énergétiques du SIÉML.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- De NOMMER Monsieur Gilles ROUSSILLAT afin de siéger au sein de la commission consultative paritaire pour la coordination des politiques énergétiques du SIÉML

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 70 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5. institution et vie politique	5.3 Désignation de représentant 5.3 Autres
-------------------	---------------------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »